

PREFACE A L'OUVRAGE COLLECTIF

SUR

LE NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL.

(International Progress Organisation)

Par S. E. M. Léopold Sédar SENGHOR.
Président de la République du Sénégal.

L'International Progress Organisation a choisi de traiter, dans cette oeuvre collective, un problème qui me paraît être le problème majeur de ce dernier quart du XXe siècle : Le Nouvel Ordre économique mondial.

En effet, aujourd'hui plus que jamais, l'attention du monde est fixée, à juste titre, sur les questions de la pauvreté et du développement qui appellent une réorientation des relations internationales. Au cours des vingt dernières années, l'économie mondiale a connu, sans conteste, des bouleversements importants, que chacun de nous ressent dans sa vie de tous les jours.

Ils se caractérisent, pour les nations industrielles, par d'importants déficits de paiements, une forte montée des prix et un net ralentissement économique, qui se manifeste, notamment, par l'extension du chômage et la diminution des investissements.

Cela se traduit, pour les pays pauvres, par une réduction de l'aide internationale et une détérioration croissante des termes de l'échange, qui met en péril leurs plans de développement économique et social.

C'est pourquoi nous assistons, aujourd'hui, à une réévaluation de nos hypothèses de travail et à la remise en question de notre système des valeurs de même qu'à la redéfinition de nos objectifs à court et à long terme.

Le sous-développement économique et social des trois quarts de l'humanité et son aggravation au cours de la dernière décennie résultent, pour l'essentiel, du système fondé sur l'exploitation et la domination des plus faibles, élaboré par l'Europe depuis le XVI^e siècle et les grandes découvertes.

Si l'ordre économique international, aujourd'hui remis en cause, a pu engendrer un accroissement considérable du produit mondial brut, il s'est avéré incapable de résoudre le problème du développement des pays pauvres en assurant une répartition équitable des richesses mondiales entre les Etats et à l'intérieur de chaque pays. En un mot, nous ne progressons pas vers la justice sociale.

Dès lors, faut-il nous en tenir à notre système actuel, fortement manipulé au seul bénéfice des pays riches, ou établir un autre, qui vise à résoudre les problèmes de la propriété et de la répartition des

revenus, des ressources naturelles et de leur exploitation, ainsi qu'à assurer à l'homme une meilleure qualité de vie ? Tel est le choix qui nous est offert. Nous devons l'aborder rationnellement, car le Nouvel Ordre économique mondial, comme le démontrent les auteurs de cet ouvrage, ne peut être le fruit que de mesures concrètes, pratiques, comme il ne peut être que le résultat du consensus le plus large possible, qui se fonde sur la double considération que voici.

Pour les pays développés, le Tiers-Monde, avec ses immenses besoins à satisfaire et ses marchés potentiels, constitue la véritable source d'une relance économique mieux équilibrée et plus durable. En effet, les ressources du Tiers-Monde représentent, aujourd'hui, environ 90% des métaux non ferreux des pays industriels à économie de marché, 80% du coton brut, des huiles végétales et du sucre, etc.

En ce qui concerne les pays en développement, ce n'est pas dans l'autarcie qu'ils peuvent espérer assurer leur développement. Certes, nos pays doivent, d'abord, compter sur eux-mêmes, c'est-à-dire sur la mobilisation de leurs ressources nationales, matérielles, intellectuelles et spirituelles. Mais il importe de multiplier, en dépit de toutes les entraves, les relations commerciales entre pays du Tiers-Monde et, dans le cadre continental, les efforts d'intégration économique régionale.

En somme, à long terme, la croissance des échanges économiques, et d'abord commerciaux, dans l'égalité constitue, pour le développement des uns et des autres, un fondement plus solide que les vertus de l'échange inégal. Il apparaîtra, alors, qu'un monde plus diversifié dans ses modes de production, d'échange et de consommation pourra seul assurer le recul des limites de la croissance, aux quelles se trouvent confrontées les sociétés développées.

Pour le Tiers-Monde, une telle ouverture à l'échange organisé et complémentaire traduit sa volonté de transformer l'actuelle relation de dépendance en une coopération rénovée dans son esprit et ses méthodes. Cela veut dire que toute conception de la division internationale du travail qui condamne les pays pauvres au rôle exclusif de fournisseurs de matières premières, soumis aux aléas du marché et aux effets de l'inflation, devra être abandonnée. Les pays pauvres entendent, au contraire, parvenir progressivement à de nouveaux partages d'activités en assurant, dans un avenir prochain, la valorisation puis la stabilisation de leurs recettes d'exportation.

En réclamant une répartition équitable des ressources et des produits du monde, les pauvres demandent aux riches, non pas de se rallier à leurs propositions, mais de les étudier, de les améliorer s'il y a lieu, bref, de faire en sorte que les uns et les autres aient un avenir à organiser en commun. Je souhaite que les réflexions contenues dans cet ouvrage contribuent efficacement à l'établissement d'un dialogue, d'une coopération véritable pour sauver l'Homme, car c'est de l'avenir de l'Homme qu'il s'agit.

Si l'on y réfléchit bien, on découvre qu'au-delà des conflits d'intérêts, ce sont des divergences d'idées et, plus souvent encore, des préjugés qui opposent les esprits. C'est, en définitive, le problème des cultures, de leurs rencontres, de leurs conflits et de leur nécessaire symbiose qui se trouve posé par ce vaste débat sur l'instauration d'un Nouvel Ordre économique mondial.

Le nouvel ordre ne saurait être bâti sur une vision hégémoniste du monde, qui ferait, de la société occidentale ou de l'univers communiste, le modèle à imiter. Ce n'est ni souhaitable, ni possible. Il s'agit de reconnaître à l'Autre le droit à la différence, c'est-à-dire le droit de penser, d'agir et de vivre par lui-même et pour lui-même. Il s'agit, pour reprendre les termes du Maréchal Lyautey, "d'offrir le spectacle d'un groupement d'humanité où des hommes, si divers d'origine, d'habits, de professions et de races, poursuivent, sans rien abdiquer de leurs conceptions individuelles, la recherche d'un idéal commun, d'une commune raison de vivre". C'est le dialogue des cultures, basé sur des différences lucidement assumées, qui permettra aux hommes de se connaître, de se reconnaître et de coopérer dans la fraternité des hommes.

Le Nouvel Ordre économique mondial doit atteindre deux objectifs, qui, pour nous, sont indissociablement liés : transformer le monde et changer la vie afin que l'homme, mieux nourri, mieux vêtu, mieux éduqué, plus fort et plus beau, soit plus homme. A l'avènement

de ce nouvel humanisme de cette fin du XXe siècle, le concours de tous est nécessaire. Car la tâche est rude, mais exaltante.



Dakar, le 17 juillet 1980.